

### Construire une Europe à la hauteur des enjeux

Depuis 2005 et le non des Français et des Néerlandais à la Constitution, l'Europe n'a connu presque que des crises. Cette décennie noire s'est terminée par un véritable cataclysme : le Brexit qui a fait vaciller jusqu'aux fondations mêmes de l'Union. Le départ du Royaume-Uni est le symbole de ces crises européennes, l'incarnation d'un projet qui peine à répondre aux besoins de protection des peuples européens face aux fracas de ce nouveau siècle.

Pourtant, alors que de nombreux commentateurs en Europe comme à l'étranger, annoncent régulièrement la fin du projet européen, force est de constater que celui-ci résiste et que ce sont les forces pro-européennes qui se sont affirmées avec l'élection d'Emmanuel Macron en 2017 et lors des dernières élections européennes de 2019. Ce sursaut européen a permis à l'Europe d'avancer et de lancer de nombreux chantiers (la création d'une défense européenne, la protection des droits sociaux, le Green New Deal...) que beaucoup considéraient comme impossible. Comme en témoignent l'ensemble des textes récemment adoptés au niveau européen, les concepts de souveraineté européenne et d'autonomie stratégique défendus par Emmanuel Macron sont devenus les objets politiques centraux. Il s'agit d'une victoire politique et idéologique majeure.

Mais il faut faire plus et plus vite. En Europe, la crise du COVID-19 a mis en lumière l'insuffisante coordination sanitaire, médicale et humanitaire des Etats européens. Le retour en force de l'Etat nation a donné le sentiment d'une réaction désordonnée, les uns et les autres versant successivement dans le « chacun-pour-soi ». La fermeture des frontières de manière non concertée au début de la crise a laissé un goût amer à des millions de citoyens européens. En parallèle, certaines grandes puissances se sont engouffrées dans les doutes et les divisions des pays européens, tentant d'imposer leur vision de la crise et du « monde d'après ».

Face à cette situation, les regards des peuples européens se tournent vers l'Europe, avec toujours les mêmes interrogations : « Où est l'Europe ? Que fait-elle pour nous protéger ? »

Ces questions sont celles que les Européens se posent face aux défis de la mondialisation, du changement climatique, des migrations, de l'évasion fiscale, du terrorisme, de la croissance et de l'emploi et qu'ils continueront à se poser sans une refondation profonde de l'Union et de ses institutions.

Si l'UE veut faire face aux défis politiques majeurs à venir, améliorer sa capacité d'action, restaurer la confiance des citoyens et faire en sorte que la zone euro soit plus résistante aux chocs extérieurs, elle doit se réformer en profondeur. La crise du COVID-19, en mettant en lumière les insuffisances de l'Union Européenne lui ouvre une opportunité unique de les combler pour répondre a besoin de protection des citoyens.

Nous proposons trois axes pour penser le changement d'Europe de manière crédible et cohérente :

1. Agir face à l'urgence
2. Vaincre ceux qui veulent défaire l'Europe de l'extérieur et de l'intérieur
3. Préparer l'avenir

## **1. AGIR FACE A L'URGENCE : SORTIR DE LA CRISE SANITAIRE ET ECONOMIQUE**

**La crise actuelle est différente des crises qu'a connu l'UE ces dernières décennies**, en ce qu'elle pose la question du domaine sanitaire, largement renvoyé aux États par les Traités et qu'elle touche les États indépendamment de leurs efforts de bonne gestion. C'est une crise véritablement exogène. Elle exige aussi une réponse massive, un plan de relance et de reconstruction inédit afin de soutenir l'économie européenne qui entre violemment dans la crise, en allant plus loin que les instruments déjà existants. Le combat contre le changement climatique et pour une économie digitale innovante et régulée doit être au cœur du nouveau modèle économique européen, de même qu'une souveraineté industrielle affirmée pour les biens stratégiques essentiels.

**La crise européenne a d'abord été sanitaire.** Chaque pays a suivi des consignes différentes, s'est procuré des équipements comme il pouvait, a parfois agi sans en référer à ses voisins. L'Europe doit se doter d'instruments de coordination efficace, de coopération, de recherche et d'innovation, de déploiement sur le terrain pour accélérer la sortie de crise et ne plus reproduire ces erreurs lors de la prochaine crise sanitaire.

- **Piste de proposition 1.** Créer un mécanisme européen de réaction en matière sanitaire pour:
  - ✓ Renforcer les moyens des agences sanitaires européennes et leurs outils digitaux permettant la réactivité des échanges de pratiques, l'établissement de normes partagées, la lutte contre la désinformation scientifique et la production des données épidémiologiques communes ;
  - ✓ Assurer une force industrielle sanitaire européenne à même de garantir la disponibilité constante des médicaments essentiels et des vaccins en Europe, incluant la constitution de stocks stratégiques communs de produits pharmaceutiques et médicaux (équipement de protection, tests) ;
  - ✓ Accélérer les efforts de la recherche fondamentale et de la recherche clinique de manière coordonnée à l'échelle européenne.
  
- **Piste de proposition 2.** S'assurer que ce mécanisme se pérennise sous la forme d'une « Force européenne de santé » ayant pour objectifs :
  - ✓ Mettre en œuvre les actions de prévention pour pouvoir mieux se préparer et réagir de manière commune et coordonnée à tout type de crise sanitaire qui se profile au niveau de l'Union, qu'elle soit épidémique ou d'une autre nature (environnementale par exemple) ;
  - ✓ Assurer la souveraineté européenne en matière de produits de santé, vis-à-vis des pays tiers (comme Inde et Chine), ainsi que vis-à-vis aussi de l'industrie du médicament (pour la négociation des prix) et des GAFAM (pour la protection des bases de données médicales).
  - ✓ Identifier des centres de référence et renforcer les systèmes de santé nationaux pour répondre aux grands défis de santé publique en Europe (comme les cancers et le vieillissement de la population).

- ✓ Lutter contre les inégalités d'accès à la santé entre territoires de l'UE et dans les pays tiers, en particulier d'Afrique ;
- ✓ Tendre à introduire la dimension santé dans toutes les politiques européennes (social, éducation, transport...), en lien avec les objectifs de développement durables de l'OMS.

**Ces propositions devront être prises en compte dans le cadre du programme Santé «EU4Health», doté d'un budget spécifique de 9,4 milliards d'euros sur 7 ans, soit 23 fois la somme initialement évoquée.**

**Cette crise est devenue économique et sociale.** La Commission prévoit en effet une contraction du PIB européen de 7.4% cette année et la BCE de 8.7%. **Le budget européen doit évoluer pour jouer en plus de son rôle d'accélérateur de la convergence, un rôle de stabilisation macroéconomique en cas de crise.** Cela concerne en particulier la relance, qui doit être massive, rapide, et assurer la transformation de l'économie européenne.

- **Piste de proposition 3.** Nous soutenons avec force l'accord franco-allemand et la proposition de la Commission portant sur la création d'un Fonds de relance européen d'au moins 750 milliards d'euros empruntés sur les marchés par la Commission européenne. Afin que le remboursement de cette dette ne pèse pas sur les ménages et les entreprises de l'UE, nous préconisons le recours à de nouvelles ressources propres, telles que la taxe GAFA, la taxe plastique, le mécanisme d'inclusion carbone aux frontières, l'assiette commune et consolidée pour l'impôt sur les sociétés, la taxe sur les transactions financières ou encore les droits à polluer du SEQE. Nous insistons sur la nécessité que le Fonds de relance porte sur des projets compatibles avec les objectifs climatiques et environnementaux de l'UE. Pour guider l'utilisation de ce fonds, nous proposons la création d'un **Conseil composé de scientifiques et de citoyens**, et qui sera consulté en particulier sur les investissements des transitions écologique et numérique (Pacte vert, énergies renouvelables, mobilités propres, rénovation des bâtiments, intelligence artificielle, 5G, batteries, formations, etc.).
- **Piste de proposition 4.** Nous défendons l'idée que l'ensemble des plans nationaux de sauvegarde et de relance suivent des lignes directrices européennes assorties de conditions communes ayant pour objectif le respect de l'état de droit, le verdissement, la souveraineté industrielle et technologique, le progrès social et/ou la R&D. Alors que certains États Membres sont moins touchés que d'autres et ont plus de marges budgétaires que d'autres, il faut éviter une recrudescence de toute forme de concurrence déloyale au sein du marché intérieur. Ces lignes directrices européennes doivent permettre d'éviter des stratégies non-coopératives où certains États pourraient ainsi vouloir attirer les investissements et faire redémarrer l'activité via des politiques fiscales et de compétitivité-coût agressives.

## 2. VAINCRE CEUX QUI VEULENT DEFAIRE L'EUROPE DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTERIEUR

### *À l'intérieur*

La souveraineté implique être capable de protéger et promouvoir le modèle de développement européen garantissant un haut niveau de protection sociale et environnementale. L'Union européenne doit également faire respecter ses valeurs fondamentales contre l'extrémisme et l'autoritarisme et protéger les droits et les libertés de tous les Européens. Ces deux dimensions sont essentielles car sans réponse européenne adéquate, la part des citoyens tentée par l'aventure populiste ne fera que grandir.

**La crise a vu se confirmer en Europe la tentation des régimes autoritaires.** Viktor Orban s'est par exemple servi de la pandémie pour s'arroger des pouvoirs exceptionnels et illimités à l'occasion de cette crise. L'UE doit être dotée de moyens efficaces pour protéger les citoyens européens des dérives autoritaires de leurs gouvernements.

- **Piste de proposition 5.** Conditionner l'accès des fonds européens au respect de l'État de droit mesuré chaque année. Ces fonds sont nécessaires pour soutenir la convergence et le développement de nos partenaires européens, mais ils ne peuvent bénéficier à des pays qui censurent la presse ou portent atteinte à la justice.

### *À l'extérieur*

**L'Europe a dû faire face à des pressions extérieures désormais bien identifiées.** Celles-ci ont parfois été visibles, avec la propagande et les fake news orchestrés depuis certains pays (voire depuis leurs ambassades en Europe). Elles sont parfois plus insidieuses et menacent l'appareil productif voire la souveraineté de l'Europe (quand un pays propose de racheter un projet de vaccin d'un laboratoire allemand).

- **Piste de proposition 6.** Augmenter drastiquement le mandat, le budget (de 5 à 10 millions) et le personnel (de 14 à 100) de la *task force* européenne qui agit contre les campagnes de désinformation extérieures.

## 3. PREPARER L'AVENIR

### *La nouvelle Europe*

**La difficulté des institutions européennes à faire face aux crises multiples suscite de la défiance parmi les peuples européens.**

- **Piste de proposition 7.** Mettre en œuvre la **Conférence sur l'avenir de l'Europe** le plus rapidement possible. Elle aura pour objectif de déterminer si les principes de fonctionnement de l'Union sont adaptés à nos défis et proposer un **contrat de refondation**. Dans cette perspective, nous avançons des idées pour nourrir cette Conférence :
  1. Bâtir une Europe des cercles en constituant un noyau dur d'Etats qui souhaitent une intégration beaucoup plus forte en matière économique, monétaire, fiscale, et sociale. La question de la gouvernance de ce noyau dur devra être posée. A ce noyau dur pourrait s'agréger plusieurs cercles de coopération de différentes natures.

2. Accélérer l'intégration de l'Union actuelle. Les réformes institutionnelles sont connues et nous les soutenons : transformer la Commission en autorité exécutive ou gouvernement de l'Union ; réduire la taille de la prochaine Commission ; passer de l'unanimité à la majorité qualifiée au Conseil (en particulier concernant les ressources propres et la fiscalité, la politique étrangère et la défense) ; accélérer la prise de fonction de la Commission ; assurer le droit de contrôle du Parlement sur la totalité du budget de l'Union ; octroyer le droit d'initiative au Parlement européen, permettre aux parlements nationaux de présenter des propositions législatives au Conseil pour examen, instaurer pour la BCE une obligation de revue stratégique pour adapter ses outils à l'évolution de l'économie.
3. Faire émerger des mouvements politiques transnationaux en Europe comme condition d'une Europe « communauté de destins » fondée sur la solidarité entre tous. Il s'agit en particulier de changer le mode de scrutin et de mettre en place des listes transnationales liées aux candidats à la présidence de la Commission européenne

### *Le redressement économique de l'Europe*

**Les défis européens sont d'une ampleur telle qu'ils ne peuvent être relevés par une seule économie.** La crise du Covid met en lumière la grande dépendance et la vulnérabilité de nos États mais aussi l'urgence et l'opportunité de donner de nouvelles priorités en Europe. En cela, nous rappelons les propositions prises par le Président de la République depuis 2017, lors de l'accord franco-allemand du lundi 18 mai, et le programme Renaissance.

- **Piste de proposition 8.** Donner de nouvelles priorités à l'Europe :
  1. **Faire du Pacte vert la première priorité européenne,** dont l'un des objectifs prioritaires est la santé des Européens. Outre le renforcement de la part verte du budget de l'Union européenne, la Banque européenne d'investissement doit poursuivre sa transformation en une Banque européenne du climat, via une augmentation de son capital afin de soutenir l'investissement vert. Le cadre des aides d'Etat et en particulier celui des projets importants d'intérêt européen commun, doit aussi être réformé afin de favoriser les investissements décarbonés. Le Pacte vert doit être soutenu par des politiques parallèles, comme l'augmentation des objectifs de réduction de GES d'ici 2030, l'introduction d'un prix minimum du carbone, d'un mécanisme d'inclusion carbone aux frontières ainsi que la mise en place d'un « marché unique durable » (favorisant l'économie circulaire, la lutte contre l'obsolescence programmée, la réduction du plastique, les marchés publics verts...), et des réformes en matière de respect de la biodiversité (ex : 30% des aires marines et terrestres protégées).
  2. **Consolider notre souveraineté alimentaire et agricole.** La PAC doit être repensée en fonction d'objectifs nouveaux qui devront répondre aux attentes d'une alimentation saine, d'une traçabilité renforcée, d'un emploi rémunérateur pour les agriculteurs, de respect de l'environnement et de résilience. L'UE pourrait également créer un programme européen d'agriculteurs-chercheurs qui avec adaptés à chaque réalité locale.
  3. **Bâtir une fiscalité partagée.** L'Europe ne peut plus être synonyme de moins disant fiscal. Il faut lever le verrou de l'unanimité en matière de fiscalité en vue de progrès collectifs, comme l'introduction d'une taxation minimale effective et une taxation

équitable de l'économie numérique au sein de l'Union, s'appuyant idéalement sur des conclusions de l'OCDE, ainsi que la mise en place d'une assiette commune pour l'IS.

4. **Bâtir une prospérité partagée.** L'Europe ne peut plus être synonyme de moins disant social. Il faut mettre fin au dumping social en harmonisant les niveaux des cotisations sociales, et ainsi limiter l'intérêt du travail détaché, en complément de la réforme de 2017, et en se dotant d'un cadre commun pour le salaire minimum. L'Europe doit aussi être innovante pour faire face la crise économique et sociale et mettre à la disposition des Européens une « **Garantie Zéro Chômage** », un outil de formation leur permettant de s'adapter et de monter en compétence.

5. **Donner à l'Europe les moyens de son autonomie stratégique : XXX**

- **Piste de proposition 9.** Redéfinir la politique commerciale européenne.
  - Négocier des accords commerciaux de 4<sup>ème</sup> génération avec : des chapitres développements durables contraignants, l'accord de Paris comme clause essentielle, des contrôles accrus de l'application de standards agro-alimentaires, l'exclusion automatique de certaines filières agricoles, des engagements en matière de santé...
  - Donner à la Commission européenne le pouvoir de mettre son veto sur les rachats d'entreprises européennes par des groupes étrangers.
  - Utiliser systématiquement des instruments anti-dumping, anti-subsidiation et de sauvegarde.
  - Créer une préférence européenne voire locale dans les marchés publics.
  - Permettre des mesures de rétorsions aussi dans le domaine des services.
- **Piste de proposition 10.** Bâtir une souveraineté économique.
  - Renforcer le mécanisme de contrôle des investissements aux niveaux national et européen pour les investisseurs non européens dans les secteurs stratégiques (notamment santé, médicaments, biotechnologies...)
  - Favoriser la relocalisation sur le territoire européen de productions stratégiques par des politiques industrielles et d'attractivité européennes.
  - Créer un devoir de vigilance européen pour garantir que les normes sociales et environnementales sont appliquées tout au long de la chaîne de production.
  - Réviser les règles de concurrence afin de favoriser l'émergence de champions européens et de réguler davantage les opérateurs systémiques américains et chinois. En particulier, le contrôle des concentrations doit être réformé afin de s'adapter aux enjeux du numérique et prendre en compte les politiques anticoncurrentielles d'Etats tiers qui subventionnent massivement leurs économies.
  - Proposition conditionnalité de l'accès aux financements Horizon 2020 (Huawei a touché 13 mds pour développement de la 5G)
  - Créer une Agence Européenne pour l'innovation de rupture (sur le modèle de la DARPA américaine) pour soutenir les secteurs clés de demain grâce à des moyens ambitieux.
  - Créer 100 écoles du numérique en Europe, et une institution publique européenne de centralisation des données collectées. Il ne s'agirait pas de données personnelles mais de données agrégées anonymes qui seraient à la disposition de tous les acteurs pour le développement de solutions dans les domaines d'avenir comme l'intelligence artificielle.

